Observatoire québécois des inégalités

Rapport annuel 2025-2026

Octobre 2026

Table des matières

01 **Coup d'œil sur l'Observatoire**

Mot du président et de la directrice générale p. 3
Mission et vision p. 4
Notre approche p. 5

02 **Rayonnement 2025-2026**

Chiffres clés p. 6
Ce qu'on dit de nous p. 7

03 **Événements de l'année**

Retisser le filet social pour réduire les inégalités p. 8
Exclusif pour les membres – Les inégalités alimentent-elles l'extrême droite et les régimes autoritaires ? p. 10
Inégalités scolaires et territoires au Québec p. 11
Insécurité alimentaire : nouveaux éclairages, enjeux persistants p. 12
Quelles pistes envisager pour réduire les inégalités de richesse ? p. 13
Un portrait des inégalités : présentation et développement du tableau de bord de l'Observatoire p. 14

04 **Les projets de l'année**

Les coûts en santé du manque de logements adéquats – La facture collective de la crise du logement au Québec p. 15
Les coûts du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants – La facture collective de la crise du logement au Québec p. 16
Accès aux études supérieures et soutien à la persévérance et à la réussite des étudiantes et des étudiants autochtones au Québec et au Canada p. 17
Situations récentes d'itinérance à Laval : comprendre pour mieux prévenir p. 18
Patrimoine, sécurité financière et santé à l'âge de la retraite au Québec p. 19
Tableau de bord des inégalités p. 20

05 **Quelques projets en cours**

Itinérance et adaptation aux changements climatiques : un projet de recherche-action participative p. 21
Chaleur accablante : quels impacts sur les inégalités sociales de santé et notre richesse collective ? p. 22

06 **Analyses et autres publications**

Un locataire sur trois en situation d'insécurité alimentaire au Québec p. 23
Égalité salariale : rendez-vous en 2060 ? p. 24
Un tiers des actions des PDG les mieux payés suffirait à couvrir les besoins de base de toute la population québécoise p. 25
Inégalités de richesse au Canada : perspectives comparatives entre provinces p. 26
Mémoire – Contrer la crise du coût de la vie pour réduire les inégalités p. 27

07 **Allocation des ressources**

Proportion du temps consacré aux divers sujets de recherche p. 29

08 **Les visages de l'Observatoire**

Notre équipe p. 30
Notre équipe de recherche élargie p. 31
Notre conseil d'administration p. 32
Notre conseil scientifique p. 33

Mot du président et de la directrice générale

Mario Régis,
président du conseil d'administration

Nathalie Guay,
directrice générale

Nous vous présentons ce 7e rapport annuel de l'Observatoire québécois des inégalités animés de fierté, de lucidité et de détermination.

Au Québec comme dans la plupart des territoires à travers le monde, les nombreuses crises multiplient les besoins de solidarité, de protection sociale mais aussi de connaissances et de solutions pour endiguer les inégalités. Les travaux de l'Observatoire sont bien alignés sur ces crises et sur les débats qu'elles soulèvent : nos recherches, analyses et événements ont essentiellement porté sur les crises du logement, de l'itinérance et de l'insécurité alimentaire. Nos travaux ont abordé les inégalités de patrimoine et insisté sur une réduction des inégalités de richesse afin de retisser notre filet social.

Ce travail de qualité est réalisé au quotidien par une équipe exceptionnelle, compétente et soudée, et appuyé par un conseil d'administration engagé, une équipe de recherche élargie dont l'apport est essentiel, un conseil scientifique dévoué ainsi qu'un nombre croissant de membres actifs dans nos diverses activités. Le niveau de rayonnement sans précédent atteint par l'Observatoire en 2025-2026 est à la fois le résultat et le témoin d'efforts concertés entre nos organisations et plus d'une centaine de partenaires dans divers écosystèmes.

Si nous pouvons célébrer nos résultats organisationnels, nous sommes également lucides quant à la réalité que nous documentons et aux obstacles qui continuent à se dresser dans notre marche vers une société plus juste, équitable et inclusive. Les conséquences de plus en plus lourdes des changements climatiques contribuent déjà à amplifier les inégalités. Ce sera l'une des grandes questions qui nous mobilisera dans les prochains mois.

Notre boussole demeure donc fixée avec détermination sur la mise en valeur des nombreuses solutions aux crises que nous traversons.

Mission et vision

Des choix éclairés pour une société plus juste

Mission

L'Observatoire **produit**, **mobilise** et **démocratise** des connaissances sur différentes formes d'inégalités au Québec afin **d'éclairer** la prise de décision et de **sensibiliser** un large public à l'état des inégalités, à leurs causes et conséquences ainsi qu'aux solutions possibles.

Stratégies et actions

- **Réaliser** des recherches approfondies et des analyses intersectionnelles ;
- **Diffuser** des infographies et autres outils de transfert de connaissances ;
- **Réunir** divers publics lors de conférences, webinaires et formations ;
- **Participer** aux discussions et consultations où l'Observatoire peut apporter son expertise.

Impact ultime

Faire du Québec une société qui, à l'heure de prendre des décisions, **tient systématiquement compte** des inégalités afin de les réduire.

Si l'Observatoire et ses partenaires (communauté de recherche, organisations de la société civile, mandataires) ***travaillent ensemble*** à favoriser une meilleure compréhension des inégalités auprès

- des organisations actives pour la réduction des inégalités,
- des médias et des personnes influentes dans divers réseaux,
- des personnes ayant un pouvoir décisionnel,
- du corps enseignant et des personnes qui influencent le grand public, y compris les jeunes,

cela devrait contribuer aux effets suivants

Effets immédiats

- Les inégalités suscitent davantage la réflexion et la prise de parole, et les espaces d'échanges à leur sujet se multiplient ;
- Des données et outils sont rendus accessibles et sont de plus en plus utilisés ;
- Les principales inégalités au Québec sont mieux comprises, en particulier leurs causes, leurs impacts sur divers segments de la population et les pistes de solution pour les réduire.

Effets intermédiaires

- Le plaidoyer en faveur de la réduction des inégalités est renforcé ;
- Les médias s'appuient sur des données probantes et sont mieux outillés pour traiter des inégalités dans l'analyse des phénomènes sociaux ;
- La situation des personnes les moins nanties et discriminées est mieux comprise ;
- Des attitudes sont plus favorables à un meilleur partage des richesses ;
- Les solutions pour réduire les inégalités obtiennent un ralliement croissant.

Effets long terme

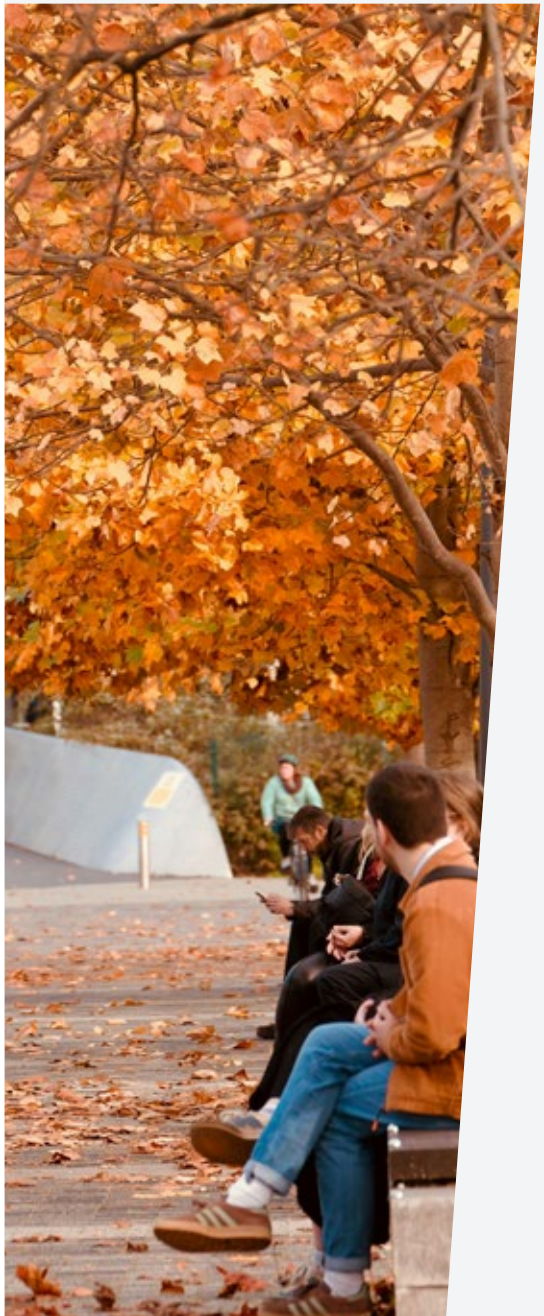
- Des propositions, pistes de solution consensuelles émergent et sont portées par une diversité de parties prenantes ;
- Les personnes sont mieux outillées pour prendre des décisions éclairées permettant un meilleur partage des richesses et visant la réduction des inégalités.

Valeurs

Accessibilité
Inclusion
Diversité
Respect
Équité

Piliers

Recherche
Communication
Intersectionnalité
Collaboration
Créativité
Dialogue



Notre approche

L'Observatoire québécois des inégalités se distingue par sa perspective résolument intersectionnelle, son usage systématique du concept d'ADS+ et sa préférence pour la recherche-action participative.

Cette approche permet de voir que les inégalités sont **multidimensionnelles**, **cumulatives** et qu'elles **s'engendrent** et se **renforcent** mutuellement. Dans son analyse des inégalités, l'Observatoire considère l'interaction entre les principaux systèmes de stratification sociale, qu'ils soient basés sur l'âge, le genre, l'origine ethnoculturelle (race, religion, langue), la classe, la géographie, l'orientation sexuelle, une situation de handicap, etc.

L'Observatoire met en dialogue des savoirs académiques, techniques et expérientiels dans une perspective de **justice épistémique**. Il mise sur des méthodes mixtes, incluant la méthode historique, l'analyse quantitative, la recherche qualitative et l'évaluation des politiques publiques fondée sur des données probantes. Les méthodes mixtes permettent de combiner les données statistiques avec les données d'archives et des entretiens approfondis avec des personnes provenant de divers milieux, offrant ainsi des perspectives riches, révélant les nuances souvent invisibles ou invisibilisées des inégalités.

Les chercheuses et chercheurs de l'Observatoire œuvrent à la **mobilisation** et au **développement des connaissances**, tant d'un point de vue transversal que longitudinal, tant à l'échelle locale que régionale ou nationale.

L'équipe de l'Observatoire a développé **une expertise en communication et en transfert de connaissances sur les inégalités**, l'amenant à vulgariser et à décliner ses contenus (infographies, webinaires, vidéos, facilitations graphiques, notes de politique, etc.) de façon à favoriser leur appropriation par divers publics cibles.

Chiffres clés

Au moins
424
mentions dans les médias
(augmentation de **194 %** par rapport à l'an dernier)

Près de
19 000
abonné·es sur les réseaux sociaux

366
publications sur les réseaux sociaux

Plus de
7 000
vues sur notre chaîne Tiktok

Au moins
56
mentions dans des publications
scientifiques ou publiques

4 webinaires et **2 événements** en présentiel, soit plus de
1 700
personnes rejointes

3 750
abonné·es à l'infolettre
et un taux d'ouverture moyen de **47 %**

56
présentations effectuées
par des membres de l'équipe

Près de
50
publications
(8 rapports de recherche, 8 analyses, 1 mémoire, 13 articles, 11 infographies, 9 vidéos)

5 400
téléchargements
de nos rapports de recherche, analyses et infographies

Plus de
2 140 000
impressions sur Google

Plus de
2 300
personnes rejointes
par une présentation de l'Observatoire

Ce qu'on dit de nous

J'apprécie grandement le travail de l'Observatoire. Je consulte régulièrement votre site pour préparer mes cours et dans mes travaux de recherche.

Chargée de cours à l'université

Je vous lis et suis bien contente de pouvoir me servir des études que vous faites.

Directrice d'une OBNL

Les recherches de l'Observatoire sont toujours hyper structurantes pour nos travaux.

Professionnelle travaillant dans une OBNL

Les travaux de l'Observatoire sont très pertinents pour saisir les enjeux d'aujourd'hui.

Directrice d'une OBNL

Nous avons utilisé vos productions sur la facture collective de la crise du logement dans le cadre de notre rencontre avec le ministre.

Dirigeant syndical

Événement annuel

Retisser le filet social pour réduire les inégalités

Le 14 avril 2026, à Montréal
Plus de 200 participant·es

Consultez le rapport sur l'événement
Consultez le résumé dessiné de l'événement
Consultez notre infographie sur le filet social
Consultez notre article sur le filet social

Le filet social québécois fait l'objet d'une attention accrue depuis les dernières années. S'il est toujours un signe distinctif du modèle québécois, on constate que les mailles s'élargissent et qu'un nombre grandissant d'individus passent au travers.

Pourtant, les besoins se multiplient sous l'effet des crises du logement, de l'itinérance et de l'insécurité alimentaire. Dans les années à venir, les conséquences des changements climatiques vont s'alourdir, alors que l'intelligence artificielle promet de bouleverser le monde du travail, le tout dans un contexte de vieillissement de la population.

Les municipalités et les organismes communautaires sont de plus en plus interpellés pour resserrer les mailles du filet et sont à la recherche de nouveaux équilibres pour combattre les crises sociales dans leurs territoires, sans toujours disposer des moyens nécessaires pour relever les défis. On pose en outre la question du poids du filet social sur les finances publiques et des choix nécessaires pour le maintenir dans un contexte marqué par des compressions budgétaires.

Comment retisser notre filet social afin qu'il contribue à la réduction des inégalités et fasse rebondir les individus qui en ont besoin ? Comment améliorer notre système pour y inclure aussi une approche de prévention ? Comment passer d'une perception d'un filet social lourd en termes de dépenses à un investissement prometteur pour l'avenir ? Comment refonder un pacte social, adapter nos institutions, et formuler des politiques publiques pour soutenir cette transition ? Ces questions ont été au cœur des échanges et présentations de l'événement annuel de l'Observatoire qui a réuni plus de deux cents personnes de divers horizons.

Merci aux panélistes : *Alex Viens, Christopher Zéphyr, Natasha Kanapé Fontaine, Caroline Senneville, Daniel Béland, François Bergeron, François Blais, Karine Léveillé, Louise Harel, Mylène Drouin, Peter Graefe, Suzie St-Cerny, Yami Morin et Yves Giroux.*

03. Événements de l'année

Cet événement a été organisé grâce à la contribution financière de :

Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Chaire en fiscalité et en finances publiques

CSN

SFPQ

FAE Fédération autonome de l'enseignement

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec SPGQ

fiq FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

CSQ Centrale des syndicats du Québec

APTS

Table ronde

Exclusif pour les membres – Les inégalités alimentent-elles l'extrême droite et les régimes autoritaires ?

Le 29 octobre 2025, à Montréal
Environ cinquante participant·es

Consultez l'article sur l'événement

Cette année encore, l'Observatoire a offert à ses membres, en marge de son assemblée annuelle, un accès exclusif à une table ronde sur un sujet d'actualité : la montée des régimes autoritaires et son impact sur les inégalités.

Cette discussion a réuni la chercheuse en développement international et mondialisation **Maika Sondarjee** et le sociologue **Mark Fortier** et a permis d'aborder les questions suivantes :

- Comment définir et distinguer aujourd'hui les concepts d'extrême droite, d'autoritarisme, de populisme, d'illibéralisme et de fascisme ?
- Quel rôle joue la croissance des inégalités dans l'accès au pouvoir des dirigeants d'extrême droite ?
- Est-ce qu'un filet social renouvelé pourrait constituer un bouclier efficace contre ce type de dérive ?
- Doit-on craindre le développement de ces courants politiques au Québec ? Au Canada ?
- Quel rôle supplémentaire peut jouer l'Observatoire québécois des inégalités dans ce contexte ?

Webinaire

Inégalités scolaires et territoires au Québec

Le 25 septembre 2025, en ligne
138 participant·es
306 visionnements sur YouTube

Consultez la page du webinaire

Consultez le Bulletin de l'égalité des chances en éducation, édition 2025

Les disparités territoriales, nombreuses et variées, ont été présentées à travers les différents niveaux de scolarité et selon les contextes urbains, semi-urbains et ruraux.

Parmi les questions abordées :

- Le taux de vulnérabilité des enfants d'âge préscolaire est-il uniforme d'une région à l'autre ?
- Les écoles privées sont-elles également présentes sur l'ensemble du territoire québécois ?
- Observe-t-on des variations régionales dans la proportion d'élèves accusant un retard à l'entrée des 2e et 3e cycles du primaire et du secondaire ?
- Les taux d'accès à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes diffèrent-ils d'une région à l'autre ?
- L'accès et la diplomation au cégep et à l'université sont-ils comparables entre régions ?

Panélistes :

- **Annabelle Cesaro**, chargée de recherche et transfert de connaissances, Partenaires pour la réussite scolaire de Chaudière-Appalaches ;
- **Catherine Gauthie**, agente de développement et de transfert de connaissances, Partenaires pour la réussite éducative dans les Laurentides ;
- **Michaël Gaudreault**, enseignant-chercheur en statistiques, Coresponsable du projet Regard 360, Responsable de l'Enquête sur la réussite à l'enseignement collégial ;
- **Xavier St-Denis**, professeur agrégé à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), Centre Urbanisation Culture Société (UCS).

Webinaire

Insécurité alimentaire : nouveaux éclairages, enjeux persistants

Le 4 décembre 2025, en ligne
234 participant·es
435 visionnements sur YouTube

Consultez la page du webinaire

Consultez notre résumé dessiné sur les réalités autochtones urbaines

Webinaire explorant l'insécurité alimentaire sous différents angles et mettant en lumière ses impacts sur les individus et les communautés.

Parmi les sujets abordés :

- Les réalités des populations autochtones et des données statistiques liées à l'alimentation provenant de son enquête sur les Autochtones et les services dans les villes ;
- Les principaux résultats du *Bilan-Faim 2025* ;
- Les liens entre insécurité alimentaire et crise du logement (consultez notre dernier rapport).

Panélistes :

- **Julie Girard**, directrice de l'Observatoire des réalités autochtones urbaines du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, ilnu ;
- **Martin Munger**, directeur général de Banques alimentaires du Québec ;
- **Sébastien Robert**, analyste de données pour l'Observatoire des réalités autochtones urbaines du Regroupement des Centres d'amitié autochtones du Québec ;
- **Sandy Torres**, sociologue et chercheuse à l'Observatoire québécois des inégalités.

Webinaire

Quelles pistes envisager pour réduire les inégalités de richesse ?

- Le 4 février 2026, en ligne
- 334 participant·es
- 412 visionnements sur YouTube

Consultez la page du webinaire

Consultez notre article « 8 pistes pour réduire les inégalités de richesse »

Consultez notre résumé dessiné du webinaire

Au cours des 25 dernières années, les 1 % les plus riches ont capté 41 % des nouvelles richesses mondiales, contre seulement 1 % pour les 50 % les plus pauvres. C'est l'un des constats du premier rapport global du G20 sur les inégalités, dirigé par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz. Au Québec, les inégalités se sont aussi accentuées.

Cette situation alimente les crises sociales (logement, itinérance, insécurité alimentaire, climat) et exerce une forte pression sur le filet social, déjà fragilisé par des compressions budgétaires. Dans ce contexte, le rapport du G20 appelle à identifier de nouvelles sources de revenus et propose trois chantiers : une réforme des règles économiques internationales, des actions nationales plus progressives et de nouveaux modèles de coopération entre les États.

Parmi les questions abordées :

- Quelles pistes peut-on envisager au Québec afin de réduire les inégalités et accroître le trésor public pour retisser notre filet social ?
- Que peut-on retenir des diverses initiatives à l'échelle mondiale, comme la taxe Zucman, qui s'attaquent à ces questions ?
- De quelles marges de manœuvre disposent les États, particulièrement dans le contexte nord-américain, pour mettre en place des actions nationales ?

Panélistes :

- **François Delorme**, professeur adjoint à l'Université de Sherbrooke et chercheur au Laboratoire sur les inégalités mondiales ;
- **Antoine Genest-Grégoire**, professeur adjoint à l'Université de Sherbrooke et membre de la Chaire en fiscalité et finances publiques ;
- **Claire Trottier**, présidente du conseil d'Administration de la Fondation Euphrosine ;
- **Béatrice Vaugrante**, directrice générale d'Oxfam-Québec.

Webinaire

Un portrait des inégalités : présentation et développement du tableau de bord de l'Observatoire

Le 9 juin 2026, en ligne
203 participant·es
85 visionnements sur YouTube

Consultez la page du webinaire

L'Observatoire a tenu un webinaire pour présenter son nouvel outil lancé quelques semaines auparavant : le tableau de bord des inégalités – une référence pour suivre, dans le temps, l'évolution des inégalités au Québec.

Parmi les sujets abordés :

- Les fonctionnalités du tableau ;
- Les données les plus récentes disponibles ;
- La parole aux participantes et participants : usages prévus, indicateurs utiles et fonctionnalités à développer. L'objectif étant de bonifier cet outil au fil du temps.

Panélistes :

- **Christian Girard**, chercheur à l'Observatoire québécois des inégalités ;
- **Geoffroy Boucher**, économiste et responsable des relations gouvernementales à l'Observatoire québécois des inégalités ;
- **Damien Franck Omer Sanogo**, spécialiste des données en résidence à l'Observatoire québécois des inégalités.

04. Les projets de l'année

La note de recherche *Les coûts en santé du manque de logements adéquats* est la deuxième parution du projet de recherche intitulé « La facture collective de la crise du logement au Québec ».

Par Ferdaous Roussafi avec la collaboration de Geoffroy Boucher, Sandy Torres et Karine Perreault

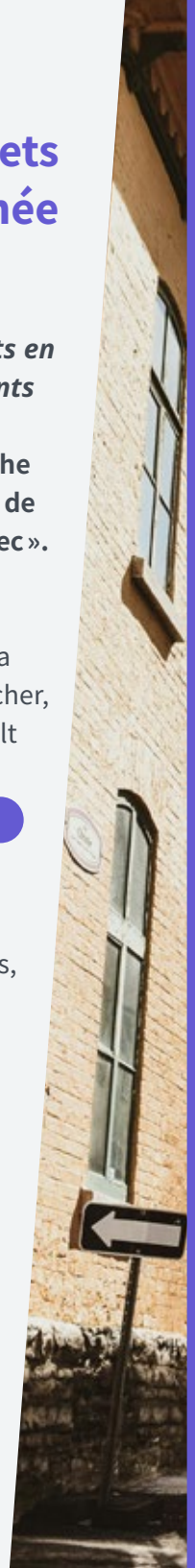
Consultez la note de recherche

Consultez l'infographie

26 mentions dans les médias, dont La Presse, Métro, Radio-Canada (ICI télé), Radio-Canada (OHdio)

Québec

Société d'habitation Québec



Les coûts en santé du manque de logements adéquats – La facture collective de la crise du logement au Québec

Mené en partenariat avec six directions de santé publique du Québec ainsi que la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé de l'UQAM, le projet a pour objectif de quantifier les coûts associés au manque de logements adéquats et à mieux comprendre les expériences vécues par les personnes vivant en situation d'insécurité résidentielle. Cette publication documente les conséquences du manque de logements adéquats (mauvaise qualité, inabordabilité et taille insuffisante) sur la santé des personnes et les dépenses qui en résultent.

Quelques faits saillants

- Consacrer plus de 30 % du revenu au frais de logement est associé à un risque accru de 27 % de déclarer un mauvais état de santé générale ;
- Vivre dans un logement de taille insuffisante augmente de 12 % la probabilité de se déclarer en mauvaise santé générale ;
- Les personnes vivant dans un logement de mauvaise qualité – marqué par l'humidité, les moisissures, les infestations ou une mauvaise qualité de l'air – ont 2 fois plus de risque (107 %) de se déclarer en mauvaise santé générale que celles occupant un logement en bon état ;
- Ensemble, ces conditions d'habitation expliquent environ 30 % des cas de mauvaise santé générale déclarés ;

Ces effets se traduisent par un coût estimé à près de 27,4 millions de dollars en 2023 en consultations médicales supplémentaires ;

- Un mauvais état de santé entraîne la perte de 91 jours de vie en bonne santé par personne ;
- Environ 30 % de cette perte de qualité de vie est attribuable aux logements inadéquats, ce qui correspond à 27 jours de vie en bonne santé par adulte québécois en 2023 ;
- Cette perte génère un coût social estimé à 2,8 milliards de dollars par an (2023), selon les barèmes de valorisation de Santé Canada.

04. Les projets de l'année

La note de recherche *Les effets du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants* est la troisième parution du projet de recherche « La facture collective de la crise du logement au Québec ».

Par Geoffroy Boucher et Sandy Torres

Consultez la note de recherche

Consultez l'infographie sur la violence domestique

Consultez l'infographie sur le développement des enfants

39 mentions dans les médias, dont La Presse, Radio-Canada (OHdio), Bum interactif (Big)

Les coûts du manque de logements adéquats sur la violence domestique et le développement des enfants – La facture collective de la crise du logement au Québec

Quelques faits saillants

- Le surpeuplement augmente de 7,8 % le risque d'avoir subi au moins un acte de violence entre partenaires ou ex-partenaires intimes au cours des 12 derniers mois, comparativement aux personnes occupant un logement de taille convenable ;
- Au Québec, le coût global de la violence conjugale est estimé à 2,3 milliards de dollars en 2022 ;
- La part des cas de violence entre partenaires intimes au Québec attribuable au surpeuplement des logements est estimée à environ 1 %. Ce pourcentage correspond à un coût de 23,2 millions de dollars en 2022 au Québec ;
- De plus, le manque de logements abordables constitue un frein à la sortie de relations intimes violentes et précarise les victimes qui ont quitté une relation violente. Les femmes en situation de handicap ainsi que les femmes autochtones s'avèrent particulièrement vulnérables à cet égard ;
- Les conditions défavorables de logement durant la petite enfance nuisent d'abord au développement des aptitudes préscolaires, évaluées par l'enseignante ou enseignant alors que l'enfant était âgé d'environ 6 ans, puis aux performances en lecture au primaire quand l'enfant atteint environ 10 ans ;
- Ces mauvaises conditions de logement installent ainsi une trajectoire de retard scolaire difficile à rattraper, laquelle peut conduire à la non-diplomation au secondaire ;
- Le manque d'argent pour couvrir certaines dépenses essentielles, comme le loyer ou le chauffage, constitue également un obstacle important, augmentant de 81 % le risque de non-diplomation à 21 ans ;
- Cette situation génère des coûts importants pour la société. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour calculer le coût directement attribuable aux mauvaises conditions de logement, mais la facture du décrochage scolaire a été évaluée à 20,3 milliards de dollars au Québec en 2024.

04. Les projets de l'année

L'évolution de la présence autochtone au sein des universités canadiennes et québécoises reflète à la fois les effets durables des politiques coloniales et l'émergence d'initiatives favorisant la reconnaissance, l'inclusion et l'autodétermination des Premiers Peuples en matière d'éducation.

Par Roberson Edouard

Consultez le rapport de recherche

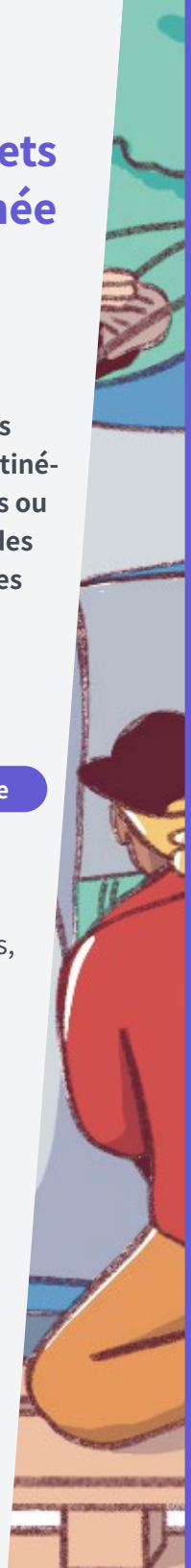
Accès aux études supérieures et soutien à la persévérance et à la réussite des étudiantes et des étudiants autochtones au Québec et au Canada

Ce rapport de recherche répond à une demande du Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) dans le cadre de son projet de création d'une université autochtone. Il propose une revue globale de littérature concernant les initiatives favorisant l'accès, la persévérance et la réussite des étudiantes et étudiants autochtones au sein des établissements d'enseignement supérieur au Québec et au Canada.

Quelques faits saillants

- Les universités canadiennes et québécoises ont mis en œuvre plusieurs initiatives dans le but de réduire les inégalités entre étudiant·es autochtones et allochtones, au niveau de la gouvernance, de l'enseignement, de l'expérience universitaire des étudiant·es et de la recherche et création ;
- Ces initiatives ont connu des succès variables, selon les établissements, leur niveau d'engagement et les ressources mobilisées ;
- Mais les progrès restent insuffisants pour mener à terme le projet de décolonisation des savoirs et d'autochtonisation des universités qu'un grand nombre d'acteurs et actrices autochtones et non autochtones appellent de leurs vœux.
- Une transformation institutionnelle plus radicale, allant au-delà de l'intégration des Premiers Peuples, est nécessaire pour repenser l'université sur de nouvelles bases ;
- Une proposition clé reste celle de la création d'une université « par, pour et avec les Premiers Peuples ». Cette proposition n'est pas simplement celle d'un projet éducatif ou de création d'une institution supplémentaire, mais la réponse à une réclamation historique, la réparation d'une injustice séculaire, l'invention d'un contre-espace qui promeut la justice sociale, l'autodétermination des Premiers Peuples et la revalorisation des savoirs et des identités autochtones.

04. Les projets de l'année



Situations récentes d'itinérance à Laval : comprendre pour mieux prévenir

Ce projet de recherche-action participative s'est intéressé aux citoyennes et aux citoyens nouvellement en situation d'itinérance (depuis environ six mois ou moins) afin de faire émerger des connaissances ancrées dans les réalités lavalloises actuelles.

Par Ariane Préfontaine

Consultez le rapport de recherche

Consultez l'infographie

19 mentions dans les médias, dont La Presse, Radio-Canada (OHdio – Tout un matin), CBC (Listen), Radio-Canada (OHdio – Ça nous regarde)

RÉSEAU DES ORGANISMES EN ITINÉRANCE DE LAVAL

Fondation Lucie et André Chagnor

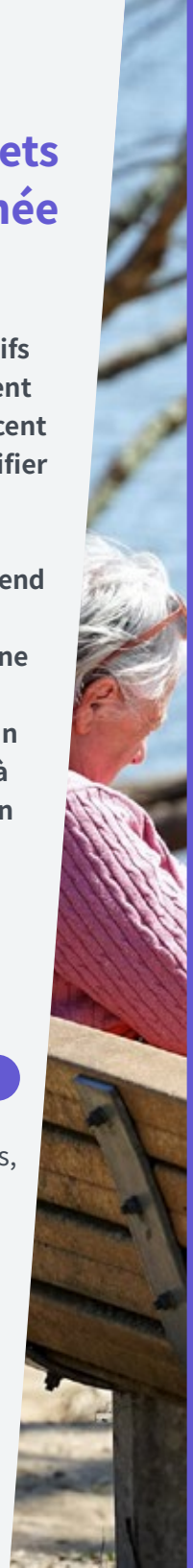
LAVAL

Ce projet s'inscrit dans un contexte où l'itinérance évolue rapidement à Laval. Le phénomène est non seulement en augmentation, mais ses différentes facettes sont aussi de plus en plus visibles.

Quelques faits saillants

- Dans le cadre de ce projet, une quarantaine de personnes ont été rencontrées à Laval, toutes nouvellement en situation d'itinérance, dont plus de la moitié depuis trois mois ou moins ;
- Les trajectoires des personnes rencontrées au cours de ce projet illustrent des vécus singuliers qui sont souvent marqués par un croisement de facteurs systémiques, institutionnels, sociaux et structurels et d'épreuves individuelles. Les cas d'unique point de bascule demeurent donc plutôt rares.
- Il existe une grande diversité de facettes à l'itinérance. Les réponses gagnent donc à être adaptées à cette pluralité de profils et de besoins ;
- Les personnes rencontrées se retrouvent à naviguer entre le choc lié au basculement vers l'itinérance, l'adaptation, les situations précaires et la survie. Elles développent diverses stratégies pour répondre à leurs besoins ;
- Malgré des conditions très difficiles, les personnes en situation d'itinérance font preuve d'une grande force de résilience et de débrouillardise ;
- Parmi les pistes de solution évoquées par les participantes et les participants : diversifier et augmenter les options d'hébergement, assurer des conditions dignes et stables, mieux faire connaître les ressources lavalloises, renforcer et développer des ressources multiservices pour mieux répondre aux besoins de base, renforcer le pouvoir d'agir des personnes et valoriser l'expertise issue de l'expérience vécue de l'itinérance ;
- Le projet a été mené avec une paire chercheuse, c'est-à-dire une personne ayant elle-même une expérience vécue de l'itinérance. Cette approche a permis de mettre à l'aise les participantes et participants, tout en favorisant l'émergence de la parole dans leurs témoignages.

04. Les projets de l'année



Patrimoine, sécurité financière et santé à l'âge de la retraite au Québec

Cette recherche a pour objectifs de mieux comprendre comment les écarts de richesse influencent la santé au Québec et d'identifier des solutions concrètes pour réduire les inégalités et leurs impacts. Même si la santé dépend de nombreux facteurs, cette étude montre qu'un patrimoine plus élevé est associé à une meilleure santé. À l'inverse, un patrimoine plus faible est lié à une moins bonne santé et à un risque plus élevé de besoins de santé non comblés.

Par Christian Girard et Geoffroy Boucher

Consultez le rapport de recherche

30 mentions dans les médias, dont La Presse, Radio-Canada (OHdio – Info réveil), Radio-Canada (long format), Radio-Canada (article)

Santé et Services sociaux Québec

Quelques faits saillants

- Un faible patrimoine à la retraite s'explique souvent par des périodes difficiles liées au travail ou à la santé qui limitent les revenus et la capacité d'épargner. Ces situations, combinées à des facteurs structurels, rendent aussi plus difficile de préserver ou de rebâtir un patrimoine. De plus, les interruptions de travail réduisent l'accumulation de rentes et, par conséquent, les revenus à la retraite, une situation qui affecte particulièrement les femmes, les personnes proches aidantes et les personnes immigrantes ;
- Même si l'État contribue de façon importante à réduire les inégalités et à assurer un minimum de services et de soins, plusieurs personnes à la retraite qui dépendent surtout des aides gouvernementales restent en situation de précarité financière ;
- L'étude met en évidence diverses pistes de solutions pour réduire les inégalités de patrimoine et de santé à l'âge de la retraite. Il est notamment important d'agir en amont de l'âge de la retraite, en améliorant notamment les mécanismes publics de protection sociale tout au long du parcours de vie et les conditions des programmes d'aide qui affectent l'accumulation de patrimoine ou de droits de rente, en favorisant une plus grande couverture des régimes complémentaires de retraite ou encore en simplifiant un système de retraite complexe et fragmenté, tout en s'assurant que les avantages fiscaux liés aux régimes de retraite bénéficient à toutes et tous, pas seulement aux mieux nantis ;
- Il est crucial d'intervenir pour améliorer la situation des personnes aînées vulnérables déjà à la retraite en bonifiant les prestations ciblées comme le Supplément de revenu garanti (SRG), en améliorant les délais et l'accès au Programme de supplément de loyer (PSL) pour les personnes à faible revenu ou encore d'aide directe aux personnes à faibles revenus et à faible patrimoine en ce qui a trait aux soins dont la couverture publique est partielle.

04. Les projets de l'année

Cette année, l'Observatoire a lancé un nouvel outil permettant d'illustrer les tendances pour différents indicateurs dans le temps selon les données disponibles.

Consultez le tableau de bord

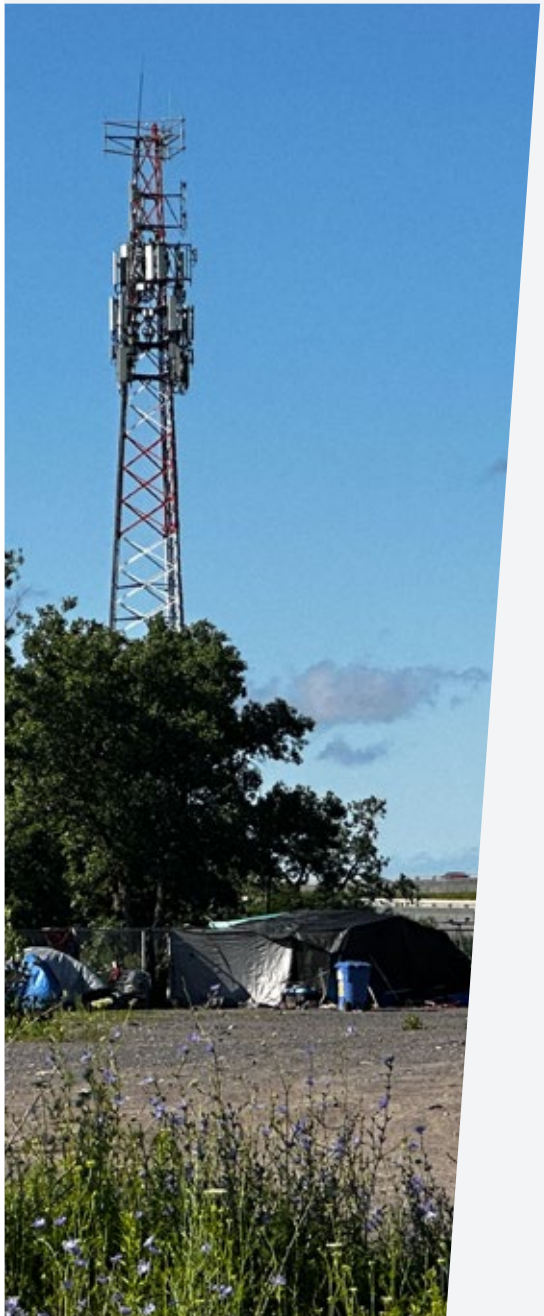
Tableau de bord des inégalités

L'objectif du tableau de bord est de fournir à nos différents publics, dans un format simple et accessible, des données fiables et rigoureuses permettant d'avoir l'heure juste sur l'évolution des inégalités au Québec.

Pour l'instant, trois thèmes sont accessibles :

- Économie (revenu et emploi) ;
- Santé (générale et mentale) ;
- Besoins essentiels (logement et sécurité alimentaire).

D'autres thèmes et sous-thèmes s'ajouteront au fil du temps, notamment celui de l'éducation très prochainement, et le tableau sera continuellement mis à jour avec les dernières données disponibles.



Itinérance et adaptation aux changements climatiques : un projet de recherche-action participative

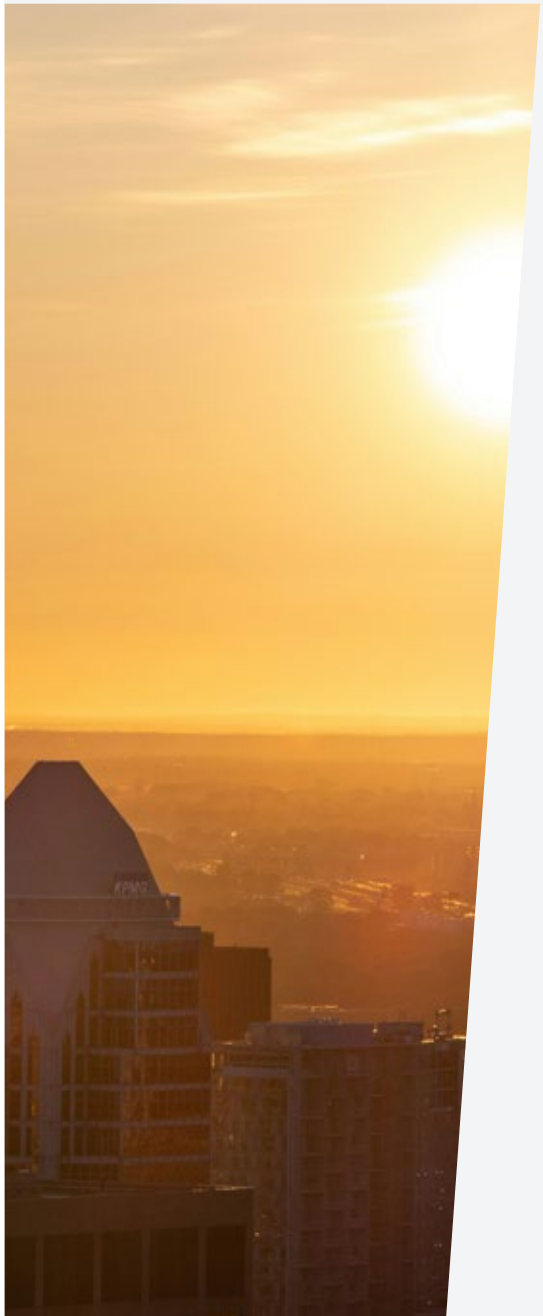
L'Observatoire présente un projet de recherche intitulé *Adaptation et résilience : utiliser l'ADS+ pour comprendre et relever les nouveaux défis de l'itinérance face aux changements climatiques au Québec*.

Débuté en janvier 2025 et réalisé en collaboration avec Ouranos, ce projet s'étalant sur deux ans et demi vise à soutenir l'implantation de stratégies d'adaptation aux changements climatiques répondant aux besoins et aux réalités des personnes en situation d'itinérance. Bien qu'elles soient parmi les plus durement touchées, ces populations demeurent trop souvent invisibilisées dans les démarches d'adaptation.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du rapport exploratoire publié par l'Observatoire en juillet 2024 qui s'intéressait aux impacts différenciés des effets des changements climatiques et des solutions d'adaptation sur les personnes en situation d'itinérance, en se concentrant sur une étude de cas de la ville de Laval.

Consultez la page du projet

Consultez l'infographie



Chaleur accablante : quels impacts sur les inégalités sociales de santé et notre richesse collective ?

Débuté en 2025, le projet de recherche MEDICCS (Modélisation économique des impacts des changements climatiques sur la santé) vise à évaluer les implications économiques de l'impact des changements climatiques sur la santé de la population québécoise, ainsi que sur le système de santé.

L'Observatoire s'est joint à la Chaire de recherche sur la réduction des inégalités sociales de santé (RISS) et d'autres partenaires pour contribuer à guider l'action collective et favoriser la concertation afin de mettre en place une stratégie d'adaptation à la chaleur appropriée pour le Québec en comprenant mieux la réalité des personnes en situation de vulnérabilité lors des épisodes de chaleur accablante, et de réduire les impacts économiques de la chaleur et mieux protéger la population québécoise, particulièrement les sous-groupes plus défavorisés.

Consultez la page du projet

Consultez l'infographie

Consultez notre article sur les résultats préliminaires

06. Analyses et autres publications

Par Geoffroy Boucher

Consultez l'analyse

64 mentions dans les médias, dont La Presse, Radio-Canada, le Journal de Montréal, Radio-Canada (OHdio)

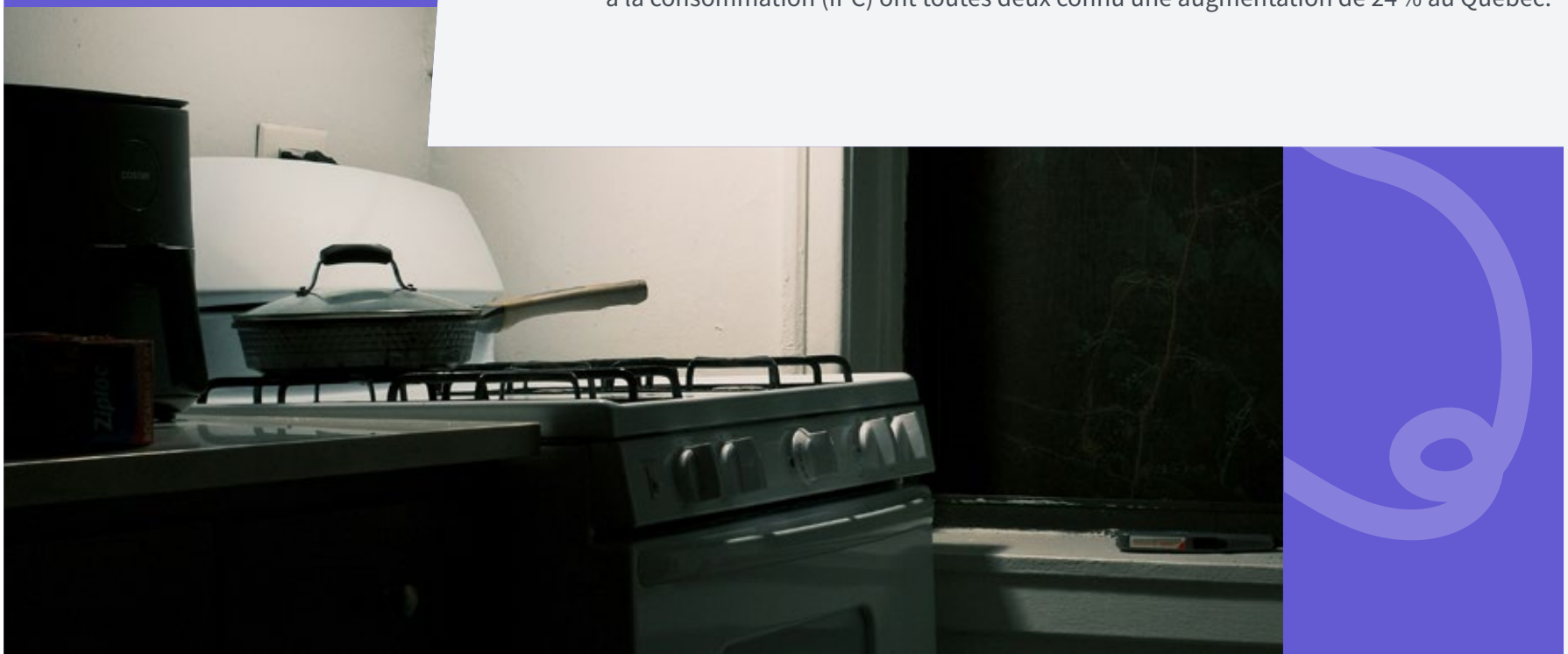
Un locataire sur trois en situation d'insécurité alimentaire au Québec

Cette analyse est une mise à jour de la situation de l'insécurité alimentaire au Québec s'appuyant sur le croisement de certaines variables d'intérêt tirées de la plus récente édition de l'Enquête canadienne sur le revenu (2023) de Statistique Canada disponible à la date de sa parution.

L'insécurité alimentaire est en hausse au Québec pour une 4e année consécutive. Elle touche particulièrement les locataires, chez qui elle atteint désormais 1 personne sur 3.

Les taux d'insécurité alimentaire sont particulièrement élevés dans les régions de Montréal, Chaudière-Appalaches, la Montérégie, Laval, Lanaudière et de la Mauricie.

Cette situation s'inscrit dans un contexte d'augmentation marquée du coût de la vie. Entre 2020 et 2024, les composantes « logement » et « alimentation » de l'indice des prix à la consommation (IPC) ont toutes deux connu une augmentation de 24 % au Québec.



06. Analyses et autres publications

Par Nathalie Guay

Consultez l'analyse

Mention dans La Presse

Égalité salariale : rendez-vous en 2060 ?

Dans cette analyse, on constate qu'en 2024, les Québécoises accusent toujours un écart salarial défavorable de 9 % par rapport aux Québécois.

En effet, le salaire horaire moyen des femmes salariées de 15 ans et plus est de 32,21 $ en 2024, alors qu'il est de 35,38 $ chez les hommes. Dit autrement, elles gagnent en moyenne 91 % du salaire horaire des hommes ; c'est pourquoi on souligne symboliquement le 29 novembre comme la journée à partir de laquelle les femmes travaillent gratuitement.

De nombreuses organisations portent des demandes afin d'améliorer les mécanismes en place et de poursuivre le développement des programmes et des politiques : développement des places en CPE, augmentation des prestations de congé parental, loi de transparence salariale (qui ferait selon l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés une plus grande différence en milieu non syndiqué, là où les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes sont les plus importants, comme on le rappelle dans cet article). Des solutions doivent également être identifiées afin de réduire les inégalités qui poursuivent les femmes à la retraite.

Le 30e anniversaire de la Loi sur l'équité salariale fournira une belle occasion de faire le point sur l'état actuel des inégalités de rémunération et d'identifier les solutions les plus porteuses pour bonifier les politiques publiques québécoises.

06. Analyses et autres publications

Par Geoffroy Boucher

Consultez l'analyse

30 mentions dans les médias, dont La Presse, Radio-Canada (OHdio), Urbania (Instagram), Le Devoir

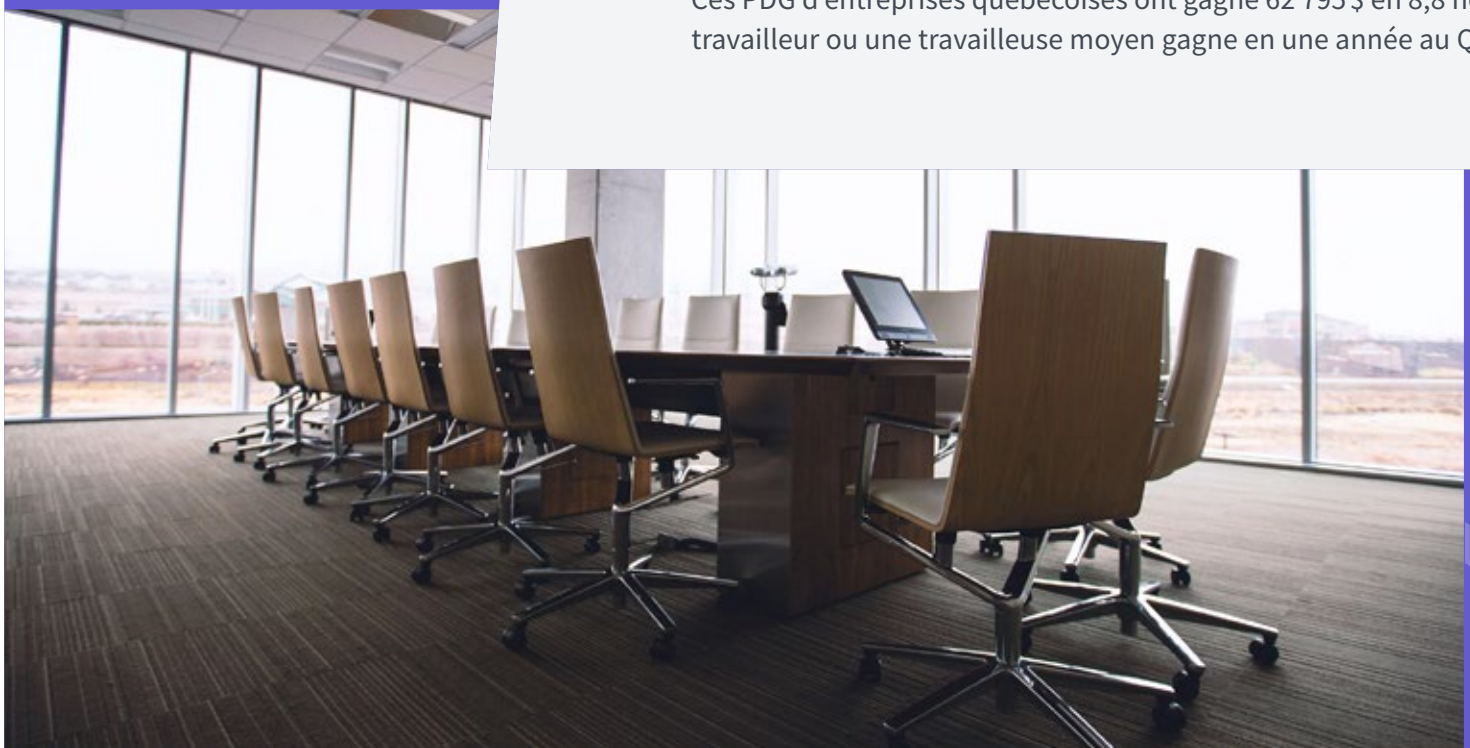
Un tiers des actions des PDG les mieux payés suffirait à couvrir les besoins de base de toute la population québécoise

Chaque année, le Centre canadien des politiques alternatives (CCPA) analyse la rémunération des 100 chefs d'entreprises les mieux payés au Canada, parmi les entreprises cotées en bourse à Toronto (indice composé S&P/TSX). En 2024, ces PDG ont chacun gagné en moyenne 16,2 millions de dollars.

Depuis deux ans le CCPA et l'Observatoire québécois des inégalités effectuent cette compilation pour le Québec. Parmi les 100 chefs d'entreprises les mieux payés au Canada, 21 dirigent une entreprise dont le siège social est au Québec.

Le 2 janvier 2026, à 9 h 47, les présidents-directeurs généraux (PDG) des plus grandes entreprises québécoises avaient gagné l'équivalent du salaire annuel moyen au Québec. En 2025, à la même date, c'était à 11 h 05.

Ces PDG d'entreprises québécoises ont gagné 62 795 $ en 8,8 heures, soit ce qu'un travailleur ou une travailleuse moyen gagne en une année au Québec.



06. Analyses et autres publications

Par Geoffroy Boucher

Consultez l'analyse

7 mentions dans les médias, dont Radio-Canada (OHdio), 24 heures, Les Affaires, CTV News

Inégalités de richesse au Canada perspectives comparatives entre provinces

Cette analyse estime le nombre de familles disposant d'un patrimoine très élevé, soit les « ultra-riches », ainsi que la part de la richesse qu'elles détiennent dans les quatre plus grandes provinces et deux régions du pays.

Malgré l'intérêt croissant pour les inégalités de patrimoine à l'échelle canadienne, la concentration de la richesse à l'échelle provinciale, en particulier au Québec, demeure peu étudiée. À partir de résultats exclusifs, cette analyse réalisée en collaboration avec Canadiens pour une fiscalité équitable (Canadians for Tax Fairness), apporte un éclairage inédit sur les inégalités de richesse au Canada.

Dans l'ensemble, on constate que la concentration de la richesse est très élevée partout au Canada, mais qu'elle présente des caractéristiques distinctes selon les provinces. L'Ontario compte le plus grand nombre de familles milliardaires et son groupe du 0,01 % le plus riche affiche la richesse moyenne la plus élevée au pays. Toutefois, c'est en Alberta que le 0,01 % des familles les plus riches concentre la plus grande part de la richesse, tandis que c'est au Québec que cette concentration est la plus élevée parmi le groupe du 0,1 % supérieur.

Les analyses montrent que, si le Québec figure parmi les provinces les moins inégalitaires en matière de revenu, il n'en va pas de même pour la richesse. Cet écart s'explique notamment par un taux de propriété résidentielle plus faible que dans les autres provinces et par l'effet redistributif important de la fiscalité et des transferts gouvernementaux. Ainsi, selon le revenu de marché, le Québec se situe près de la moyenne canadienne pour les inégalités de revenu, mais parmi les provinces les moins inégalitaires après impôts et transferts. À l'inverse, aucun mécanisme redistributif comparable n'existe pour la richesse, dont l'imposition repose principalement sur les taxes foncières, destinées avant tout au financement des municipalités.

06. Analyses et autres publications

Consultez le mémoire

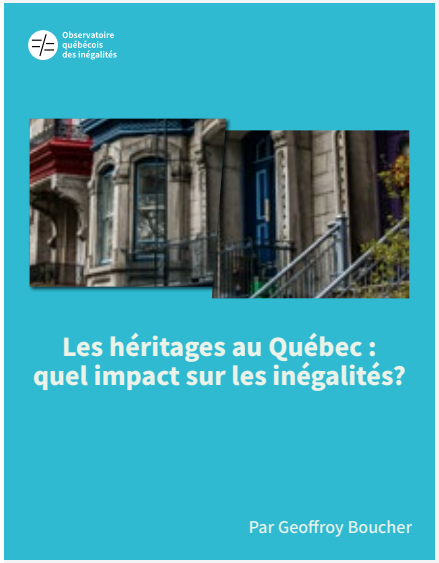
Mémoire – Contrer la crise du coût de la vie pour réduire les inégalités

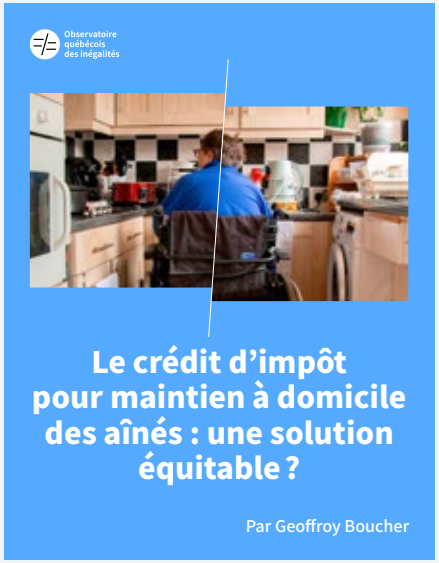
La période suivant l'état d'urgence sanitaire lié à la COVID-19 a été marquée par une importante hausse du coût de la vie au Québec. L'indice des prix à la consommation (IPC), qui mesure la variation des prix des biens et services consommés par les ménages, a augmenté de 21,1 % en cinq ans. Cette hausse a été encore plus prononcée pour l'alimentation (+27,5 %) et le logement (+30,3 %), deux postes de dépenses qui occupent une place particulièrement importante dans le budget des ménages à faible revenu.

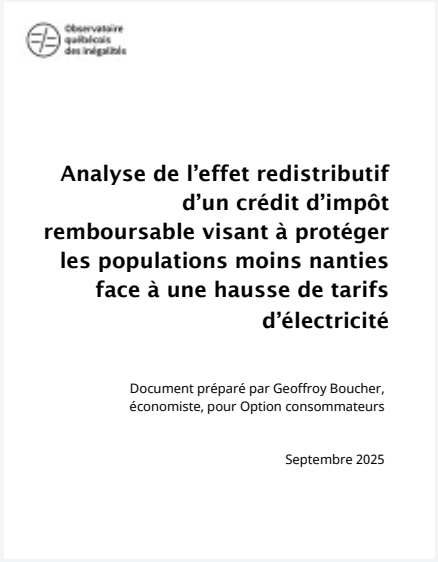
Dans ce mémoire, présenté dans le cadre des consultations pré-budgétaires 2026-2027 du gouvernement du Québec, l'Observatoire québécois des inégalités met l'accent sur trois pistes concrètes pour réduire les inégalités socioéconomiques qui sont accentuées par la hausse du coût de la vie :

- Réduire le déficit de couverture des besoins de base par le biais d'une bonification du crédit d'impôt pour solidarité ;
- Limiter la concentration de la richesse par une inclusion complète du gain en capital assortie d'une exemption à vie de 1 million de dollars ;
- Réduire les inégalités sociales de santé en investissant dans le virage préventif en santé.

06. Analyses et autres publications







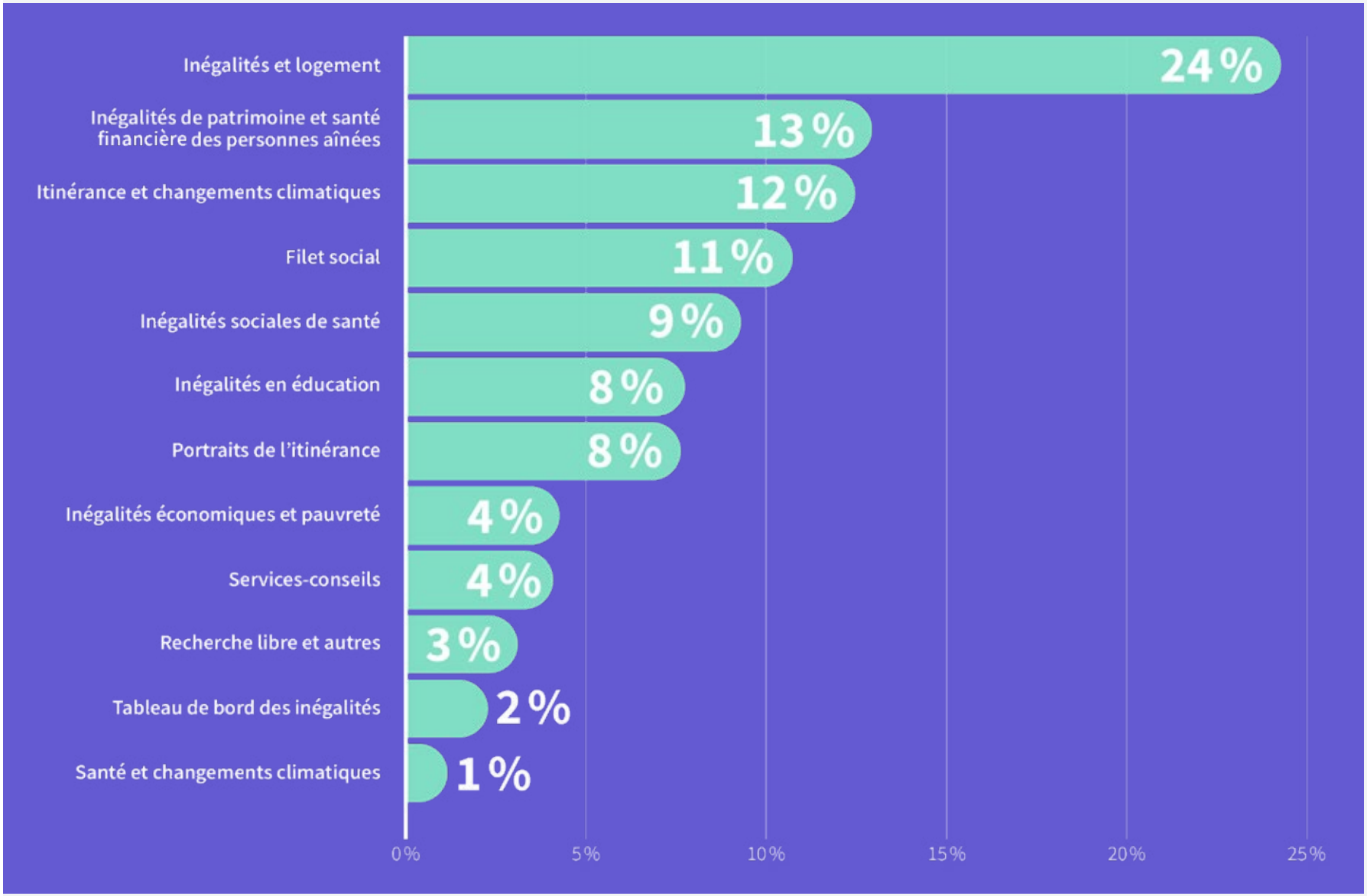
Infographie

Articles

- Combien coûte l'itinérance au Québec ?
- Se sortir de la rue, « une job à temps plein »
- Sports féminins et inégalités : entrevue avec la lauréate du prix coup de cœur de l'Observatoire au Cégep du Vieux Montréal
- Entrevue avec Martin-Pierre Nombré : « Plus que jamais, il est nécessaire de protéger notre filet social »
- Que pense la population québécoise de la pauvreté?
- L'écart salarial entre les femmes et les hommes s'est creusé au Québec en 2025
- Vieillir en location : les multiples visages de la précarité résidentielle
- Les personnes aînées ne sont pas à l'abri de la crise du logement
- Forte augmentation des inégalités de revenu depuis la pandémie au Québec
- Inégalités territoriales : quand le quartier influence la qualité de vie

07. Allocation des ressources

Proportion du temps consacré aux divers sujets de recherche



08. Les visages de l'Observatoire

Notre équipe

Ariane Préfontaine
Chercheuse

Celia Albano
Responsable des productions graphiques et numériques

Christian Girard
Chercheur

Estelle Villemin
Responsable des productions graphiques et numériques

Ferdaous Roussafi
Chercheuse et économiste

François Fournier
Chercheur et sociologue

Geoffroy Boucher
Économiste et responsable des relations gouvernementales

Julia Haurio
Directrice des communications

Maïli Bellon
Responsable de la mobilisation et de l'engagement numérique

Marianne-Sarah Saulnier
Chercheuse et anthropologue

Marie-Hélène Felt
Économiste-chercheuse

Nathalie Guay
Directrice générale

Roberson Edouard
Chercheur senior et sociologue

Sandy Torres
Chercheuse et sociologue

08. Les visages de l'Observatoire

Notre équipe de recherche élargie

Balkissa Tonde
Chercheuse en résidence

Bruce McKenna
Chercheur en résidence

Damien Franck Omer Sanogo
Spécialiste des données en résidence

Julie Stéphanie Normandin
Chercheuse en résidence

Julien Simard
Chercheur associé

Karine Perreault
Chercheuse en résidence

Lyna Allouane
Chercheuse en résidence

Mamadou Diallo
Chercheur associé

Marie Mélanie Fontaine
Chercheuse associée

Maude Roy-Vallières
Chercheuse associée

Morgane Fortin
Chercheuse en résidence

Pierre Doray
Chercheur associé

Pierre Tircher
Chercheur associé

Prisca Y. Tidjani Gomez
Chercheuse en résidence

Riel Michaud-Beaudry
Chercheur associé

Véronique Grenier
Chercheuse associée

Xavier St-Denis
Chercheur associé

08. Les visages de l'Observatoire

Céline Bellot, ancienne membre du conseil d'administration de l'Observatoire québécois des inégalités, nous a quittés en janvier 2026.

Professeure à l'École de travail social et directrice de l'Observatoire des profilages, elle a mené un travail engagé auprès des populations marginalisées. Ses recherches partenariales et participatives portaient sur la judiciarisation des problèmes sociaux et les trajectoires des personnes marginalisées. Son approche de la recherche « par et pour » demeurera un pilier dans les champs de l'itinérance, de la justice sociale et de la lutte contre les inégalités.

Elle est de ces personnes qui laissent derrière elles un héritage aussi précieux que durable.

Notre conseil d'administration

Régine Debrosse
Administratrice

Marie-Ève Tremblay
Vice-présidente

Corinne Vachon Croteau
Administratrice

Benjamin Prud'homme
Administrateur

Mario Régis
Président

Marc-Édouard Joubert
Secrétaire

Xavier-Alexandre Courcy
Trésorier

08. Les visages de l'Observatoire

Rôle

Conseiller l'Observatoire et f**avoriser son ancrage** dans la communauté scientifique pertinente à sa mission.

Mandats

Conseiller l'Observatoire sur les **priorités** et les **orientations** de ses activités de recherche, ainsi que sur la **mise en œuvre** du programme de recherche.

Faciliter les relations entre l'Observatoire, la communauté scientifique et autres parties prenantes, notamment les universités, les centres de recherche, les fonds de recherche, des partenaires de la société civile et des décideurs.

Notre conseil scientifique

Bibiana Pulido
Directrice générale du Réseau interuniversitaire québécois pour l'équité, la diversité et l'inclusion (RIQEDI)

Céline Castet-Renard
Professeure titulaire, Chaire de recherche de l'Université sur l'intelligence artificielle responsable à l'échelle mondiale, Université d'Ottawa

Claude Lessard
Professeur émérite au Département d'éducation à l'Université de Montréal et ancien président du Conseil supérieur en éducation

Erik Bouchard-Bouliane
Directeur du service de l'action professionnelle et sociale, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

François Régimbal
Président du comité d'éthique de la recherche, Cégep du Vieux Montréal

Jill Hanley
Professeure à l'École de travail social de McGill et directrice scientifique de l'Institut universitaire SHERPA

Louise Potvin
Présidente du Conseil scientifique de l'Observatoire québécois des inégalités et professeure titulaire à l'École de santé publique de l'Université de Montréal

Maude Landry
Cheffe d'unité scientifique – Analyse de la santé et de ses inégalités sociales et territoriales, Institut national de santé publique (INSPQ)

Olivier Ducharme
Responsable de l'analyse politique, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Raquel Fonseca
Professeure, Département des sciences économiques de l'UQAM

Sophie L. Van Neste
Professeure agrégée, INRS, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine, responsable du Labo Climat Montréal

L'Observatoire remercie chaleureusement ses partenaires, membres et donateurs

Les accélérateurs

Fondation Lucie et André Chagnon
mitacs
CSN
OXFAM Québec
Québec
Canada
UQÀM
AQDR
UQO
Montréal
Centraide du Grand Montréal
CSQ Centrale des syndicats du Québec
CTREQ Le centre de transfert pour la réussite éducative du Québec
Le Code des filles
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke Québec
Chambre de la sécurité financière
Ouranos
FRQ
Société d'habitation Québec
FAE Fédération autonome de l'enseignement

Les alliés

Banques alimentaires du Québec
CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL
Desjardins Caisse d'économie solidaire
OBSERVATOIRE des tout-petits
Centraide Outaouais
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
maison des affaires publiques et internationales umontréal
CANADA
CIQSS | CICSS
SPGQ
Fondaction
Centraide Québec et Chaudière-Appalaches
CYCLO NORD-SUD

Les amis

Conseil régional FTQ Montréal métropolitain
ATF Action travail des femmes
IRÉC
CIRANO Allier savoir et décision
Chaire en fiscalité et en finances publiques
Fondation Olo
CHAIRE RISS
IRIS
Association des économistes québécois pour des choix éclairés
Institut du Québec
RQIS
TeC Transition en Commun
IRPP
afro sommet jeunes youth summit
CCPA Canadian Centre for Policy Alternatives Centre canadien de politiques alternatives
CÉRIUM
Conseil central du Montréal métropolitain CSN
LAB Québec cinéma
INM
ATD Quart Monde
EN AEQUO Pour une égalité sans détour
CDC des Sources
Fédération étudiante collégiale du Québec
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
VIVRE EN VILLE
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue
aqoci Association québécoise des organismes de coopération internationale
Espace MUNI

***Un remerciement spécial** aux bénévoles et participant·es à nos divers comités pour leur implication et leur soutien tout au long de l'année !*

Observatoire
québécois
des inégalités